Document generated on 07/17/2025 11:23 p.m.

Relations

RELATIONS

L’humanitaire d’urgence et l’imaginaire néolibéral

Philippe Blackburn

Number 771, March–April 2014

La retraite : une responsabilité collective

URI: https://id.erudit.org/iderudit/71273ac

See table of contents

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)
1929-3097 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Blackburn, P. (2014). L’humanitaire d’urgence et l’imaginaire néolibéral. *Relations*, (771), 32–34.

Tous droits réservés © Relations, 2014

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

L'humanitaire d'urgence et l'imaginaire néolibéral

La façon dont l'aide d'urgence est déployée lors de crises humanitaires reflète l'emprise grandissante du capitalisme globalisé sur tous les aspects de la vie.

PHILIPPE BLACKBURN

L'auteur, doctorant en anthropologie et chercheur affilié au Groupe de recherche sur les interventions militaires et humanitaires (GRIMH), a travaillé 13 ans avec Médecins Sans Frontières

Depuis un peu plus de 30 ans, l'aide humanitaire d'urgence, qui repose sur le droit d'intervenir au nom de vies à sauver et de populations à protéger, est devenue l'une des formes dominantes de l'aide internationale. Les plus imposantes des organisations humanitaires s'y consacrant opèrent dans plus de 70 pays à la fois et elles ont des sièges administratifs dans pratiquement tous les pays développés. Leur déploiement, leur mode de fonctionnement et leur imbrication dans les logiques de la mondialisation contemporaine sont aujourd'hui questionnés par de nombreux acteurs de l'aide humanitaire, ainsi que par plusieurs chercheurs universitaires.

C'est en 2004, au Burundi, après huit ans passés en Afrique centrale avec Médecins Sans Frontières (MSF), que j'ai commencé à prendre du recul et à réfléchir aux enjeux et aux dilemmes que pose l'action humanitaire d'urgence. Lors de ce mandat en tant que chef de mission basé à Bujumbura, j'ai réalisé que le budget annuel des missions de MSF pour le Burundi était le double de celui du ministère de la Santé du pays. D'une certaine façon, l'ONG que je représentais était plus puissante que ce ministère. Sous couvert d'interventions d'urgence, une manière de s'impliquer politiquement était ainsi légitimée, entraînant des prises de décision non démocratiques faites par des acteurs extérieurs au territoire d'intervention.

Toutefois, l'irrépressible désir de vivre ailleurs exprimé par de très nombreux Burundais m'a aussi amené à envisager qu'une logique de déterritorialisation soit à l'œuvre d'une manière plus profonde et qu'elle aille de pair avec un rapport particulier au monde, aux autres et à soi qui s'impose avec la globalisation capitaliste.

De fait, un imaginaire globalisé est maintenant de plus en plus partagé. S'impose ainsi une nouvelle lecture du monde en mode binaire, le divisant entre « inclus » et « exclus », ces derniers étant les improductifs de tout genre – les vieux, les toxicomanes, les femmes enceintes, les demandeurs d'asile, les sans-papiers, les réfugiés, les déplacés et un nombre croissant d'habitants des sociétés urbaines tentaculaires d'Afrique, d'Asie et de la planète entière. Or, partout, une partie importante de ces « improductifs », de ces « exclus », est de plus en plus prise en charge de manière technocratique et standardisée par l'assistance humanitaire d'urgence, qui a pour but principal de secourir les victimes des désastres naturels et des crises contemporaines.

Bien qu'il y ait indéniablement une grande noblesse derrière l'aspiration à venir en aide aux victimes de ce monde, la réduction de l'humain à un statut de victime pose d'importants dilemmes qui ne sont pas assez réfléchis par les organisations humanitaires d'urgence. Les sentiments de compassion, de solidarité et d'entraide sur lesquels elles se fondent ne doivent pas nous empêcher de prendre conscience de l'imaginaire problématique qui est à la source de leurs orientations idéologiques. Cet imaginaire participe d'un déplacement du pouvoir rarement perçu dans toute son amplitude. C'est qu'en délimitant de façon si précise son « objet » (la victime), l'humanitaire international d'urgence se place dans une position de savoir absolu par rapport à lui, et tout ce qui ne peut être inclus dans cette perspective – à forte connotation instrumentale – est écarté ou ignoré.

> La compassion humanitaire se déploie à travers un imposant dispositif technique qui tend à imposer des formes de relations standardisées entre les populations bénéficiaires et les organisations d'aide.

De fait, la compassion humanitaire se déploie à travers un imposant dispositif technique qui tend à imposer des formes de relations standardisées entre les populations bénéficiaires et les organisations d'aide. Ce dispositif piège les équipes de secours et la société réceptrice de l'aide dans un rapport technique au monde très lourd de conséquences, tant symboliques que pratiques, indépendamment des intentions des acteurs. Il institue ainsi un ordre inégal entre les victimes et les secouristes, une relation qui laisse très peu de place aux voix, aux demandes et aux choix des populations secourues.

AIDE DÉCONTEXTUALISÉE

Si la profonde sincérité de la majorité des acteurs de l'humanitaire d'urgence est indéniable, plusieurs éprouvent toutefois un malaise diffus et difficilement cernable une fois engagés dans l'action sur les terrains d'intervention. C'est qu'au nom de l'efficacité et d'un professionnalisme nécessaire, les équipes humanitaires sur le terrain se retrouvent souvent complètement prisonnières de leur propre organisation logistique. Camions et 4x4, radios-satellites, ordinateurs et maisons climatisées créent un environnement artificiel qui les place dans un monde parallèle où le

Lino. *Engrenage de la misère*, 2014, acrylique et collage sur papier

temps et l'espace se mesurent dans des unités fort différentes de celles du pays dans lequel elles se trouvent. Elles vivent bien souvent dans une bulle, un non-lieu, un espace qui pourrait être partout et nulle part.

La récente intervention humanitaire en Haïti, à la suite du tremblement de terre de 2010, en est une illustration parlante. De nombreuses critiques dénoncent aujourd'hui l'ignorance de l'histoire et du contexte, ainsi que la dépossession démocratique des Haïtiens qui a accompagné cette intervention internationale. Condensée dans la formule lapidaire de l'écrivain québécois d'origine haïtienne Dany Laferrière, « Année zéro, Zorro est arrivé[1] », Haïti s'est soudainement transformée en page blanche ouverte à l'intervention internationale, entretenant et validant un scénario urgentiste décontextualisé qui caractérise le récit des crises contemporaines. En Haïti comme au Congo, au Pakistan comme au Soudan, les mêmes kits de secours sont mis en place d'un bout à l'autre de la planète pour répondre à l'urgence. Et la gestion des dispositifs est si absorbante qu'elle finit par occuper beaucoup plus de place (et d'argent) que l'action humanitaire comme telle. Les moyens logistiques et la coordination des acteurs deviennent une fin en soi.

Dans pareil cadre, se mettre à l'écoute de l'autre n'est plus qu'une attitude marginale de vague politesse et la relation humaine et politique s'efface devant un écrasant dispositif technique dont la logique n'a que faire de tout ce qui existe en dehors des besoins strictement vitaux et d'une conception purement instrumentale et « biologisante » de l'être humain. Tous les acteurs humanitaires le savent et légions sont les exemples d'indifférence, voire parfois d'agression, envers les diverses sphères de la société hôte (autorités traditionnelles, gouvernements locaux, institutions existantes, etc.), qui sont souvent perçues comme des freins aux secours.

Le cas extrême de l'Arche de Zoé, en 2007, est certainement la version la plus caricaturale de ce rapport au monde faisant abstraction des réalités locales au profit du sauvetage de corps souffrants. Dans un souci réel de venir en aide aux orphelins victimes de la guerre au Darfour, cette équipe d'humanitaires français avait enlevé indistinctement des enfants tchadiens et soudanais, dont la plupart n'étaient ni orphelins, ni victimes de la guerre, pour les envoyer en Europe. Sans en faire l'horizon symptomatique des dérives de l'humanitaire contemporain, ce cas témoigne de la difficulté qu'ont les entreprises humanitaires d'urgence à intervenir autrement que sous le mode de relations sociales standardisées, asymétriques et inégalitai-

1. Dany Laferrière, *Tout bouge autour de moi*, Paris, Livre de poche, 2012, p. 85.
2. « À Abéché, la colère monte contre les organisations humanitaires », *Tchadactuel.com*, 17 juillet 2008.

res – étrangères au vécu des populations secourues. Et cela, indépendamment des intentions des agents et même des endroits où l'aide d'urgence est le plus incontestablement nécessaire.

Des questions similaires se posent par exemple actuellement aux Philippines, après le passage du typhon Haiyan qui a dévasté le centre du pays en novembre 2013. L'aide aux Philippines est bien sûr nécessaire, mais on y constate aussi la difficulté d'inclure la population locale dans la prise de décision au sein du processus de coordination de l'aide, dirigé par les experts internationaux. Ainsi, la Croix rouge nationale, motivée, dévouée et très efficace, tend à se retrouver en position d'exécutant subordonné, pendant que les compétences du personnel médical local disponible pour aider sont questionnées et dévalorisées au profit de ressources aux standards dits « internationaux ».

Ce dispositif humanitaire global, impersonnel et technocratique signe la profonde ambiguïté de l'action humanitaire d'urgence, sur le terrain comme dans les sièges sociaux européens et nord-américains. C'est ici que l'humanitaire rencontre ses limites et que se situe sa crise actuelle.

En véhiculant une représentation de l'humain réduit à l'état de victime impuissante et de corps souffrant, l'humanitaire d'urgence valide une représentation de l'humain en tant qu'être privé, apolitique et asocial.

De manière implacable, l'intervention humanitaire d'urgence relativise le rôle des autorités locales et de l'organisation sociale en place au profit d'un corps d'experts internationaux qui n'est aucunement ancré dans les territoires d'intervention. Au Tchad en 2008, par exemple, des protestations populaires ont eu lieu contre la hausse des prix et la déstabilisation profonde des marchés alimentaires locaux liés aux projets (et au confort) des équipes humanitaires présentes à Abéché. Le site Internet local *Tchadactuel* l'a dénoncé formellement : « Depuis qu'ils sont là, il y a tout le temps des pénuries. Dès qu'ils ont besoin d'un produit, ils raflent tout. […] Là où le Tchadien moyen payait son poulet de 500 à 1000 francs CFA, eux proposent entre 3000 et 5000 francs. Une voiture 4X4 qui se négociait autour de 2000 francs la journée, eux la prennent à 100 000 et parfois 150 000 francs. Une maison qui se louait à 200 000 francs, les *nassaras* (humanitaires blancs) la paient jusqu'à 2 millions. Et quand ils paient, c'est toujours plusieurs mois à l'avance[2]. »

Ces tensions au Tchad n'ont rien d'anecdotique. La relation entre les « locaux » et les « internationaux » reste inextricablement prisonnière des conséquences d'un mode d'action qui ne tient pas compte du territoire et de ceux qui l'habitent, et dont les pratiques et la symbolique s'apparentent fortement à celles du capitalisme mondialisé.

HUMANITAIRE NÉOLIBÉRAL

La parenté de l'humanitaire d'urgence avec le néolibéralisme est patente. « *There is no such thing as society* », disait Margaret Thatcher. L'humanitaire international pousse un cran plus loin cette conception du monde. Au nom des vies à sauver, on s'interdit a priori de prendre en compte la légitimité et l'existence de l'univers symbolique et politique de ceux à qui on vient en aide, se contentant d'une stricte intervention d'urgence standardisée.

Le néolibéralisme mondialisé tient en effet pour superflu, transitoire ou inexistant tout ce qui ne se laisse pas réduire au calcul et à l'appréhension comptable. La logique interne du profit infini qui le sous-tend fait en sorte que tous les domaines de l'existence sont soumis à la marchandisation. Or, le libéralisme n'est pas seulement un système économique, il sous-tend une conception de l'être humain et du monde bien précise. Il véhicule un modèle anthropologique individualiste, utilitaire et intéressé de l'existence : l'être humain est essentiellement non social, détaché de son environnement et de la nature qu'il peut exploiter à volonté.

Est-ce à cette même source idéologique que se nourrit l'imaginaire de l'humanitaire d'urgence contemporain ? Participe-t-il de cet appauvrissement anthropologique qui accompagne le capitalisme globalisé ? Ces questions méritent d'être posées. C'est qu'en portant son attention sur l'individu souffrant, en véhiculant une représentation de l'humain réduit à l'état de victime impuissante et de corps souffrant, l'humanitaire d'urgence valide une représentation de l'humain en tant qu'être privé, apolitique et asocial. Ce faisant, il nourrit et se nourrit de représentations du monde qui voient l'être humain comme un être radicalement détaché de tout – de la nature et du monde, comme de ses semblables. Cette vision de l'individu privé et sans racines est complètement en phase avec la conception de l'être humain du néolibéralisme globalisé.

Ainsi l'humanitaire d'urgence, tout en subordonnant la vie locale aux nécessités de son dispositif d'assistance, répond aux crises contemporaines à la manière d'un cercle vicieux dont on peine à entrevoir une possibilité de sortie. Il sauve des vies, c'est indéniable, mais l'imaginaire qui le sous-tend est aussi partie prenante d'un dispositif mondial global qui déstabilise, voire ignore les sociétés et les peuples en les insérant dans la logique du capitalisme globalisé.

En portant son attention sur les besoins biologiques des victimes sans tenir compte de leur contexte social et de leur culture – seuls à même de donner sens et autonomie à l'existence – le mode de solidarité internationale que véhicule l'humanitaire d'urgence se condamne à perpétuer, à son échelle, les relations inégalitaires structurelles d'un ordre international qui nous condamne à l'impasse écologique et sociale et qui nourrit les crises. Cela, il ne nous est désormais plus possible de l'ignorer. ●